



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 10 au 16 juin 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- La Banque Mondiale rehausse légèrement sa prévision de croissance pour 2022 (+1,5%) mais baisse fortement celle pour 2023 (+0,8%).
- Le Brésil se classe 6^{ème} en termes de flux entrants d'IDE en 2021 (50,4 Mds USD).
- Les inégalités de revenus se sont creusées en 2021.
- Evolution des marchés du 10 au 16 juin 2022.
- Graphique de la semaine : évolution sur les 10 dernières années des flux d'IDE vers les BRICS.

LE CHIFFRE À RETENIR

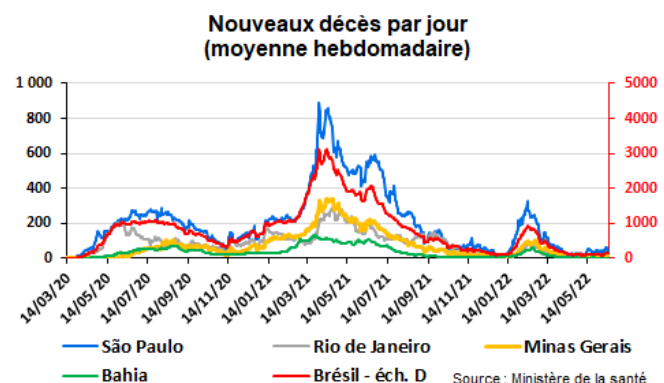
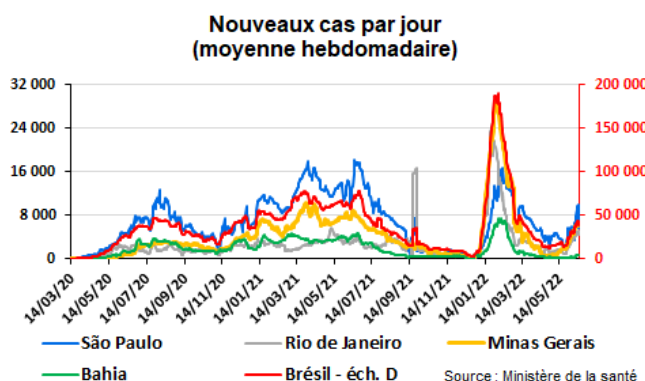
38,2%

C'est début 2022 la part des travailleurs qui touchent un revenu égal ou inférieur au salaire minimum mensuel, actuellement à 1 221 BRL (230 EUR).

Cette proportion est respectivement de 22,5% et 61,7% pour les travailleurs formels et informels.

Selon les estimations du cabinet d'étude *Tendências Consultoria* réalisées à partir de données IBGE, la part de ceux ne gagnant pas plus d'un smic était de 27,6% fin 2015, et de 30% fin 2018.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon les données du ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 42 504 nouveaux cas de Covid-19 et 158 décès par jour (contre 29 394 et 79 la semaine précédente). Au 14 juin, le Brésil compte au total 31,5 M cas de contaminations et 668 404 décès depuis le début de la pandémie.

La Banque Mondiale rehausse légèrement sa prévision de croissance pour 2022 (+1,5%) mais baisse fortement celle pour 2023 (+0,8%).

Dans son édition de juin des « perspectives économiques mondiales », la Banque Mondiale (BM) a mis à jour ses estimations de croissance.

Pour le Brésil, l'institution table sur une croissance en 2022 de +1,5%, en légère amélioration (+0,1 point de pourcentage (p.p.)) par rapport à l'édition de janvier. Le solide début d'année, marqué par une activité au T1 plus dynamique qu'anticipé, a contribué à cette évolution, malgré les perspectives de ralentissement au second semestre.

En revanche, la BM a considérablement réduit son estimation de l'expansion économique du Brésil en 2023, qui passe de +2,7% à +0,8% (-2,1 p.p.). Cette dégradation est expliquée par différents facteurs pesant sur la demande : l'inflation, qui devrait mettre plus de temps à ralentir que prévu initialement ; le resserrement des conditions financières, qui sera maintenu plus longtemps du fait de ces pressions inflationnistes ; et l'augmentation de l'incertitude, notamment internationale. Pour 2024, est attendue une progression de +2%.

Ces prévisions de la Banque Mondiale, en phase avec les estimations des banques privées, diffèrent assez significativement de celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a également actualisé ses estimations de croissance en juin. Cette institution insiste, dans un contexte d'année électorale, sur les « incertitudes considérables » freinant la consommation et l'investissement, et est moins optimiste sur l'activité de cette année, qui progresserait seulement de +0,6% (-0,8 p.p. par rapport à ses prévisions de décembre). L'OCDE estime par contre que la croissance en 2023

remonterait à +1,2% (-0,9 p.p.), en étant donc moins pessimiste que la BM et les banques privées, selon lesquelles la croissance pourrait être très faible (voire même nulle ou légèrement négative).

A l'échelle régionale, la BM estime que la croissance dans la zone Amérique latine et Caraïbes sera seulement de +2,5% en 2022 (-0,1 p.p. par rapport à l'édition de janvier) après le rebond de +6,7% en 2021. La croissance ralentirait de nouveau en 2023, à +1,9% (-0,8 p.p.). La BM explique notamment cette dégradation par les conséquences de la guerre en Ukraine sur le prix des matières premières, facteurs de déséquilibre des pays importateurs nets d'énergie.

Au niveau global, la BM souligne la dégradation du contexte économique mondiale, qui crée des risques de stagflation. La persistance des difficultés sur les chaînes d'approvisionnement et la vigueur des pressions inflationnistes, combinées au resserrement monétaire en cours, ont conduit l'organisation internationale à abaisser ses estimations de progression de l'activité à +2,9% en 2022 (-1,2 p.p.), après un rebond de +5,7% en 2021. Pour 2023, la Banque envisage une croissance de +3,0% (-0,2 p.p.).

Le Brésil se classe 6^{ème} en termes de flux entrants d'IDE en 2021 (50,4 Mds USD).

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié son rapport annuel sur les tendances de l'investissement direct étranger (IDE) en 2021, par région du monde et pour les principaux pays récipiendaires.

Le flux d'IDE vers le Brésil en 2021 a atteint 50,4 Mds USD¹, soit une hausse de +77,9% par rapport aux 28,3 Mds USD de 2020 (après -56,7% en 2020), expliquée par le dynamisme des investissements dans les secteurs de l'agroalimentaire, l'industrie

¹ Ce chiffre est très proche de celui de la Banque centrale du Brésil (BCB) qui totalise 50,3 Mds USD de flux d'IDE entrants. Cet écart s'explique par le périmètre différent adopté par la BCB sur la

question des bénéfices réinvestis par les multinationales dans leurs filiales.

automobile, l'électronique, les technologies de l'information et les services financiers.

Le Brésil a ainsi été en 2021 le 6^{ème} pays qui a attiré le plus d'IDE, après les États-Unis, la Chine, Hong Kong, Singapour et le Canada. C'est une progression de 3 places par rapport à l'année précédente, mais il s'agit d'un simple retour à la 6^{ème} qu'occupait déjà le Brésil en 2019².

Malgré cette reprise des investissements directs vers le Brésil en 2021, ceux-ci n'ont **pas encore retrouvé le niveau de 2019**, année durant laquelle le flux avait atteint 65,4 Mds USD.

Le niveau du rebond du Brésil en 2021, plus fort que celui observé aux échelles régionale (+56% avec 134,4 Mds USD) et mondiale (+64,3% avec 1582,3 Mds USD), s'explique avant tout par sa plus forte baisse en 2020 (effet de base). **Si on compare les IDE entrants en 2021 par rapport au niveau de 2019, on voit que le Brésil s'est moins bien récupéré (-23%) en comparaison à l'Amérique latine et les Caraïbes (-15,3%) et au monde entier (+6,9%)**, dans un contexte de reprise des projets internationaux qui avaient été lourdement freinées par la pandémie en 2020.

Pour 2022, il est attendu que le Brésil continue à voir progresser son flux entrant d'IDE, malgré la tendance au ralentissement au niveau global en raison de la guerre en Ukraine. James Zhan, directeur de la division des investissements de la CNUCED met en avant le fait que la montée des prix des matières premières pourrait inciter les multinationales à accroître leurs investissements au Brésil cette année, notamment dans les industries extractives et dans l'agriculture.

Au-delà de cet aspect conjoncturel, sur le long terme le Brésil souffre d'un certain manque de dynamisme des investissements directs étrangers entrants, par exemple en **comparaison**

aux autres pays des BRICS (cf. graphique de la semaine). Bien que le géant sud-américain soit repassé 2^{ème} derrière la Chine en 2021 grâce à la baisse des flux vers l'Inde, **le Brésil est le seul pays du groupe ayant vu ses flux d'IDE diminuer depuis le début de années 2010**.

Cela peut s'expliquer sur un plan structurel par la tendance à la perte d'attractivité du Brésil, comme l'illustre le recul du pays dans les classements de compétitivité internationaux³. **Par ailleurs, la récession de 2015-16 sur fonds d'incertitude politique et de scandales de corruption a miné l'image du Brésil auprès des investisseurs et a détérioré les perspectives de long terme**, y compris sur la croissance potentielle (que l'OCDE estime actuellement à 2%).

Les inégalités de revenus se sont creusées en 2021.

L'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) a publié les résultats de son enquête sur les revenus de la population brésilienne en 2021,

Cette étude révèle une aggravation de la concentration des revenus. L'indice de Gini⁴ des revenus par habitant a ainsi progressé de 0,524 à 0,544, revenant à son niveau de 2019. Le revenu réel mensuel moyen du 1% de la population de plus de 14 ans gagnant le plus (15 940 BRL soit 3 000 EUR) est 38,4 fois plus élevé que le revenu moyen des 50% gagnant le moins (415 BRL soit 78 EUR). Cette différence s'est aggravée par rapport à 2020, année où ce coefficient était de 34,8.

Une diminution du revenu moyen réel par habitant dans toutes les classes de revenus a été observée en 2021. L'augmentation des inégalités s'explique par une réduction plus importante chez ceux ayant les plus bas revenus. Dans le groupe des 50% les plus pauvres, les pertes ont été supérieures à 10%. Dans

² La France, qui est exportateur de capital plutôt qu'importateur, a reçu 14,1 Mds USD d'IDE en 2021 et occupe la 27^{ème} place dans le classement. Par ailleurs, la CNUCED établissant son classement selon le critère d'investissement direct, les pays fiscalement avantageux voire considérés comme des paradis fiscaux, apparaissent généralement mieux placés dans ce classement.

³ Le Brésil est par exemple 56^{ème} sur 63 au classement de l'*IMD World Competitiveness Center* en 2020, alors qu'il était encore 38^{ème} en 2010.

⁴ L'indice de Gini mesure la déviation de la distribution du revenu brut d'une population par rapport à une distribution parfaitement égalitaire. Plus l'indice de Gini est élevé et proche de 1, plus inégalitaire est la distribution du revenu.

celui des 5% les plus pauvres, la réduction a même été de plus de 30%.

L'IBGE souligne que le **principal facteur d'aggravation des inégalités en 2021 a été la fin progressive des mesures d'aide d'urgence⁵**, qui a fortement affecté les revenus hors-travail de la population la plus pauvre, notamment les personnes hors du marché de l'emploi.

En 2020, l'instauration des mesures d'aide exceptionnelles, qui visaient à permettre aux plus pauvres d'affronter les conséquences de la pandémie, avaient permis une baisse des inégalités de revenus. Le coefficient entre le revenu moyen des 1% de la population et le revenu moyen des 50% gagnant le moins s'était ainsi rapproché du niveau de 2014 (de 33,5), année où les inégalités ont été les plus basses (depuis le début de la série historique en 2012) avant leur creusement progressif jusqu'au pic de 2019 (39,8).

Le creusement des inégalités de revenus ne s'explique donc pas par une progression des inégalités des revenus du travail – l'indice Gini des

revenus du travail est pratiquement stable (0,500 en 2021 contre 0,499 en 2020) – **mais par une baisse des aides sociales pour les populations les plus modestes.** Sur l'ensemble de la population, la catégorie « autres revenus » qui intègre les allocations sociales ne représente plus que 4% (contre 7,2% en 2020) du revenu moyen total par personne, au profit de la progression de la part des revenus du travail (75,3%), des retraites et pensions (18,2%), des loyers perçus (1,7%) et des pensions alimentaires et donations (0,9%).

Le niveau d'inégalité, fort dans l'ensemble du pays et en croissance dans toutes les régions entre 2020 et 2021, diffère néanmoins beaucoup selon les Etats. L'indice de Gini des revenus par habitant fluctue ainsi entre 0,424 (Santa Catarina) et 0,596 (Roraima). Dans la région du Nord-est, le revenu moyen du 1% de la population qui gagne le plus est ainsi 43,7 fois plus élevé que le revenu moyen des 50% gagnant le moins, alors que ce coefficient est de 36,2 pour le Nord, 34,8 pour le Sud-est et 22,6 pour le Sud.

Evolution des marchés du 10 au 16 juin 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-4,0%	-1,3%	103 518
Risque-pays (EMBI+ Br)	+26pt	+12pt	338
Taux de change R\$/USD	+4,9%	-9,7%	5,13
Taux de change R\$/€	+2,7%	-16,7%	5,34

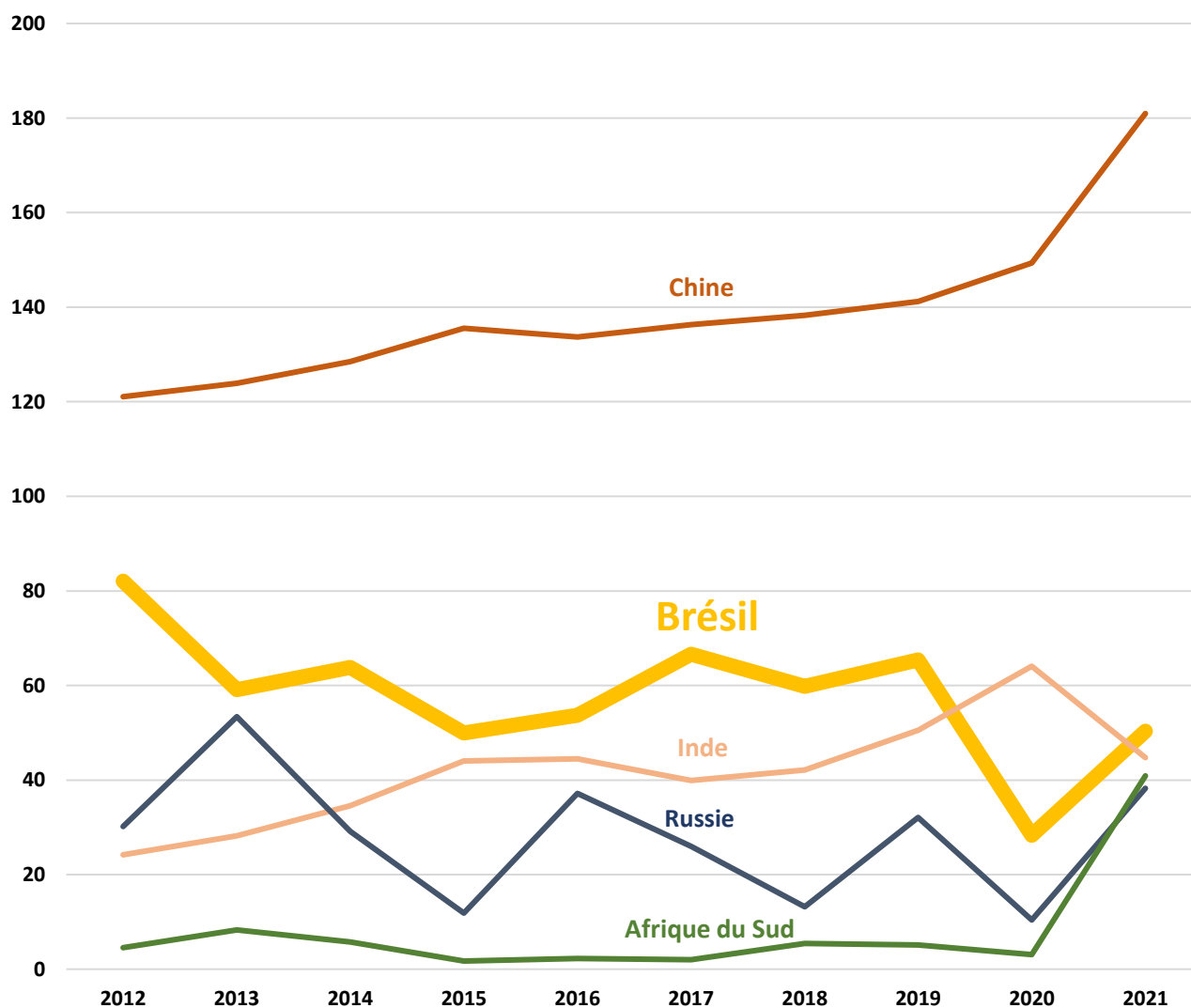
* Exceptionnellement données du mercredi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

⁵ L'*Auxílio Emergencial* a été pérennisée avec la création de l'*Auxílio Brasil* (remplaçant au passage la *Bolsa Família*), mais avec des conditions d'éligibilité durcies et des montants moyens

inférieurs, ce qui aboutit à une baisse des allocations touchées par les plus modestes.

Graphique de la semaine : évolution sur les 10 dernières années des flux d'IDE vers les BRICS.

Flux d'IDE entrants vers les BRICS (en Mds USD)



Source : CNUCED, SER Brasilia

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international